

Le déficit public français est un problème politique plus qu'économique

Synthèse

Il conviendrait de réduire le déficit public français d'environ 3 points de PIB pour remettre les finances publiques sur une trajectoire soutenable. L'effort semble élevé (près de 100 milliards d'euros de réduction du déficit) mais, au vu des exemples passés de pays ayant assaini leurs finances publiques, une telle réduction du déficit n'a rien d'insurmontable économiquement et peut être réalisée en limitant les effets récessifs. C'est le contexte de blocage politique qui empêche l'assainissement des finances publiques plus que les fondamentaux macro-économiques français.

1. Un objectif de réduction du déficit public d'environ 3 points du PIB

En 2024, le déficit public français s'est élevé à 5,8 % du PIB¹, un niveau élevé qui conduit à une hausse du niveau de la dette publique rapporté au PIB. Il est difficile de fixer un objectif précis de réduction du déficit (l'exercice dépend de prévisions de croissance, d'inflation et de taux futurs), mais on peut estimer qu'une réduction de trois points de PIB du déficit, pour le porter à 2,8 % du PIB, est un objectif raisonnable. En effet, il n'est pas obligatoire de supprimer totalement le déficit pour que la dette publique soit soutenable car un État, à la différence d'un particulier², ne meurt pas et n'a donc pas à rembourser intégralement sa dette³, l'objectif étant d'éviter un emballement du niveau de dette rapporté au PIB.

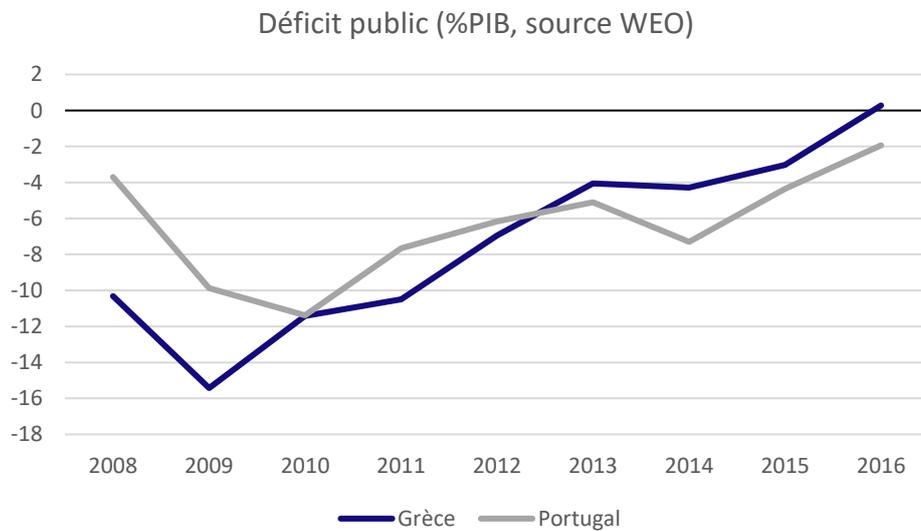
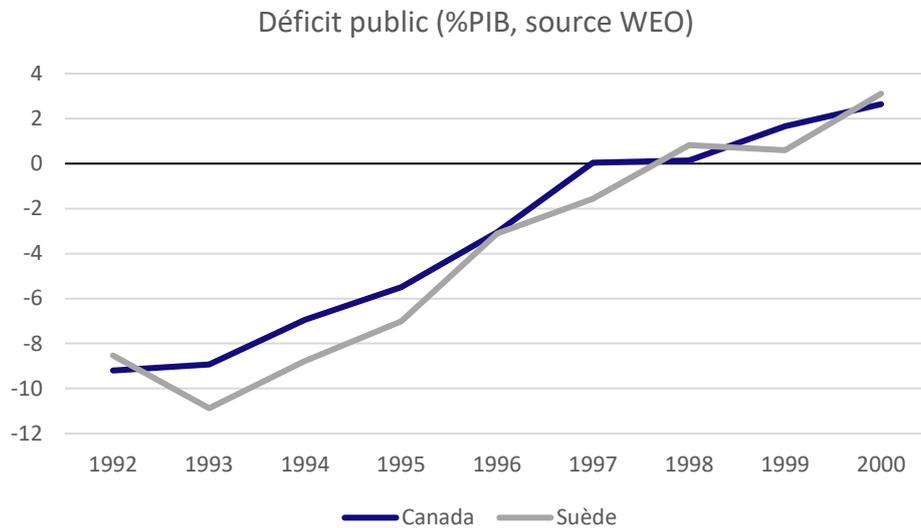
2. D'autres pays sont parvenus à réaliser des ajustements budgétaires bien plus importants

Au début des années 1990, le Canada et la Suède étaient dans une situation économique dégradée, avec des déficits publics aux alentours de 10 % du PIB. En seulement 5 ans, ils sont parvenus à afficher un budget excédentaire, soit une réduction du déficit de plus de 10 points de PIB. Suite à la crise des *subprimes*, et du fait d'un déficit structurellement élevé, le Portugal et la Grèce ont connu un déficit public de respectivement 10 % et 15 % du PIB en 2008. En moins de 10 ans ils sont parvenus à afficher des budgets proches de l'équilibre.

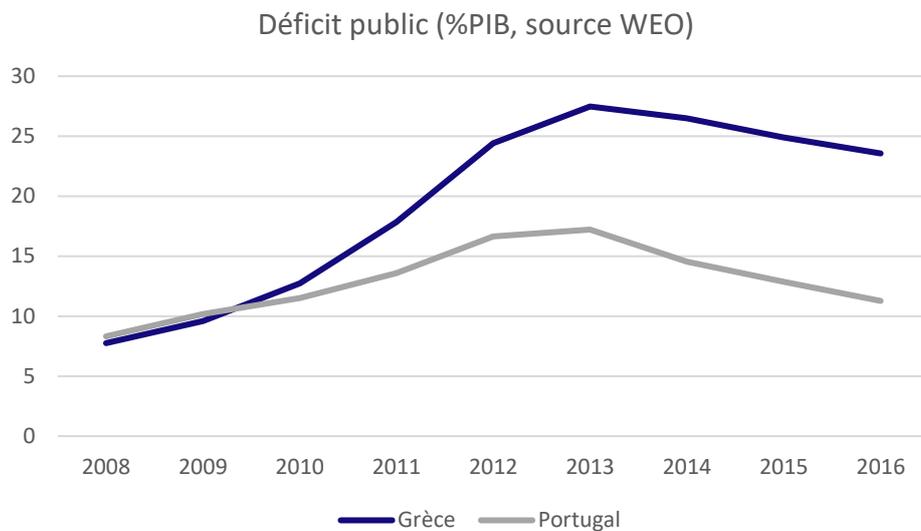
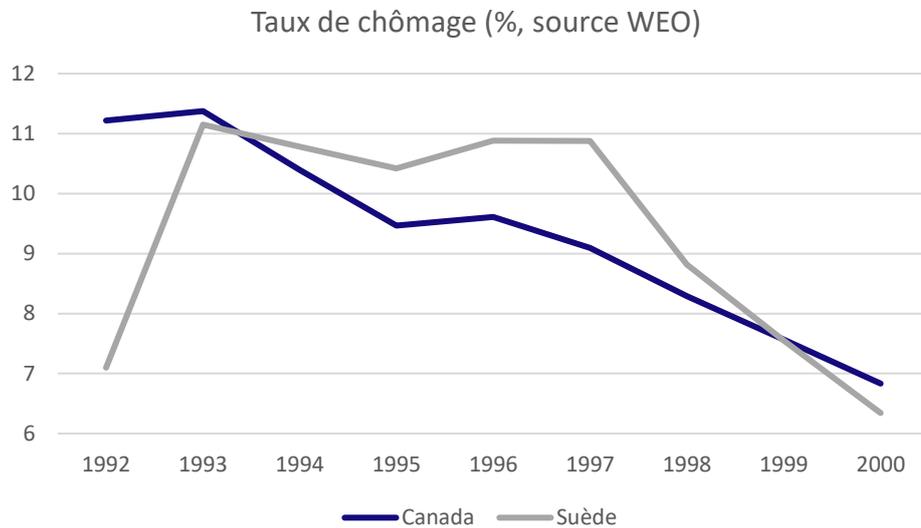
¹ <https://www.insee.fr/fr/statistiques/8540375>

² La comparaison de la dette d'un État avec celle d'un individu est trompeuse. En effet, un individu décèdera un jour, son créancier veut donc être remboursé avant cette date (c'est pourquoi les banques sont plus réticentes à prêter aux personnes âgées). À l'inverse, un État ne meurt pas (sauf exception) et n'a donc pas à rembourser l'intégralité de sa dette tant qu'il peut honorer les charges d'intérêt.

³ Un État rembourse l'argent emprunté, sans quoi il est considéré en défaut, mais il peut dans le même temps réemprunter autant qu'il rembourse tant qu'il garde la confiance de ses créanciers. On dit qu'il fait « rouler sa dette ».



L'assainissement de finances publiques ne se fait pas nécessairement au prix d'une flambée du chômage. Une réduction du déficit public, en réduisant la demande totale adressée aux entreprises, tend à dégrader l'activité économique et à faire augmenter le chômage. Cela s'est notamment observé au Portugal et en Grèce dont la réduction du déficit, réalisée très brutalement et dans un contexte d'austérité dans l'ensemble de l'Europe (ce qui n'a pas permis de stimuler les exportations) a généré une profonde récession. Au Canada en revanche, et dans une moindre mesure en Suède, l'assainissement des finances publiques n'a pas conduit à une flambée du chômage. Cela s'explique par un contexte international plus porteur (le Canada a bénéficié de la forte croissance américaine de l'époque), par la dévaluation compétitive (dévaluation de la couronne suédoise en 1992) et par la mise en place de réformes stimulant la croissance. La réduction du déficit peut également être favorable à l'activité économique en réduisant les taux d'intérêt (les taux payés par l'État, qui servent de référence, tendent à se répercuter sur le secteur privé) et en accroissant la confiance des acteurs privés en éloignant le risque futur d'une crise de la dette publique.



3. Réduire le déficit public français de 3 points de PIB est un objectif tout à fait atteignable

Des pays sont parvenus à réduire leur déficit public de plus de 10 points de PIB. Une réduction du déficit français de 3 points de PIB, sur quelques années de façon à ne pas imposer une austérité qui pénaliserait trop lourdement l'activité économique, est donc un objectif tout à fait atteignable d'un point de vue économique. Avec une volonté politique claire et une capacité d'agir du gouvernement, l'assainissement des finances publiques françaises ne poserait pas de défi particulier. Le problème des finances publiques françaises est donc avant tout politique plutôt qu'économique.

Rédigé le 28 août 2025 par Sylvain Bersinger, économiste et fondateur du cabinet Bersingéco
contact@bersingeco.fr